

# ORGANISATION MONDIALE

## DU COMMERCE

G/MA/60  
28 septembre 1998

(98-3742)

---

Comité de l'accès aux marchés

### RAPPORT PÉRIODIQUE DU COMITÉ AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Le Comité s'est réuni les 18 juin et 22 septembre 1998 et a examiné les questions suivantes:
2. Le 13 décembre 1995, des dérogations individuelles ont été accordées à plusieurs Membres pour l'introduction des modifications du SH96 (WT/L/124 + Corr.1); pour des raisons opérationnelles, les dérogations ont été groupées dans une seule décision. Ces dérogations ont été, par des décisions successives du Conseil général, prorogées jusqu'au 31 octobre avril 1998 (WT/L/268). À sa réunion du 22 septembre 1998, le Comité a pris note des demandes de nouvelle prorogation des dérogations (jusqu'au 30 avril 1999) afin de poursuivre les consultations/négociations au titre de l'article XXVIII résultant de l'introduction des modifications du SH96 dans les listes de l'OMC. Ces renseignements sont résumés à l'annexe I du présent rapport.
3. Le Comité a pris note des renseignements factuels communiqués par les Membres bénéficiant actuellement d'une dérogation concernant la transposition dans le Système harmonisé ou la renégociation de leurs listes. Ces renseignements sont résumés à l'annexe II du présent rapport. À la réunion du 22 septembre 1998, le Comité a pris note des demandes de prorogation des dérogations.
4. Le Comité a examiné la situation en rapport avec la communication de la documentation concernant le SH96, exposée dans le document G/MA/TAR/2/Rev.15. Il a été noté que, sur les 37 Membres bénéficiant actuellement de dérogations, dix n'avaient pas encore présenté la documentation requise et les communications de 27 de ces Membres devaient encore être approuvées.
5. S'agissant des modalités et du fonctionnement de la base de données intégrée, le Comité a examiné l'état des communications destinées à la BDI à ses réunions du 18 juin et du 22 septembre 1998 sur la base des documents G/MA/IDB/2/Rev.1 et G/MA/IDB/2/Rev.2. À la réunion du 18 juin, plusieurs Membres se sont dits préoccupés par le fait que de nombreux Membres n'avaient pas présenté leurs communications destinées à la BDI et ont souligné qu'il était nécessaire que tous les Membres fournissent ces données afin de remplir leurs obligations en matière de notification. Il a également été noté qu'une assistance technique était disponible pour aider les Membres à communiquer des données pour la BDI. Au 22 septembre 1998, 35 Membres et trois pays accédants avaient présenté des communications destinées à la BDI. À la réunion du 22 septembre 1998, il a été convenu que le Président enverrait une lettre aux délégations qui n'avaient pas encore présenté leurs communications destinées à la BDI pour demander des précisions sur les problèmes que ces Membres rencontraient à cet égard et sur leurs besoins d'assistance technique.
6. À la réunion du 22 septembre 1998, le Secrétariat a fait oralement rapport sur les activités d'assistance technique qui avaient été menées jusqu'alors.
7. À la réunion du 18 juin, le Comité a examiné les questions concernant la diffusion des renseignements contenus dans la base de données intégrée, sur la base d'un document informel révisé daté du 28 mai 1998 (job n° 1483/Rev.1). Le document, distribué à tous les Membres de l'OMC à la

demande du Président, indiquait un certain nombre de points qui devaient être clarifiés. Les délégations ont noté que la BDI était un instrument très important et devait être opérationnelle dès que possible. Elles ont indiqué que les communications devaient contenir un minimum d'informations, avant que les fichiers ne soient distribués. Elles privilégiaient l'établissement d'une liste des organisations internationales qui auraient accès à la BDI, cet accès étant limité au CD-ROM de la BDI. Une exception serait faite pour les organisations avec lesquelles l'OMC a passé des accords de coopération formels. Celles-ci recevraient les fichiers de la BDI au niveau de la ligne tarifaire pour leur usage interne. De nombreuses délégations ont indiqué qu'elles souhaitaient approuver les fichiers qui avaient été traités avant qu'ils ne soient distribués aux autres Membres, et qu'il conviendrait que cette approbation soit notifiée au Secrétariat dans un délai de 60 jours. Les opinions divergeaient sur la question de savoir si les communications devaient rester confidentielles sous leur forme originale et si le Secrétariat devait mettre en place une bibliothèque électronique contenant les renseignements tarifaires et commerciaux déjà accessibles auprès de sources publiques. Les délégations se sont déclarées en faveur de la diffusion des fichiers de la BDI *via* un site Internet protégé par un mot de passe. Il a été convenu que la politique de diffusion ferait l'objet d'un nouvel examen dans le cadre de consultations informelles et que le Secrétariat réviserait la note en tenant compte des observations des Membres. À sa réunion du 22 septembre 1998, sur la base de la note révisée datée du 18 septembre 1998 (job n° 1483/Rev.2), le Comité a adopté les propositions relatives à la diffusion de la BDI décrites dans le document élaboré par le Secrétariat, qui serait distribué en tant qu'addendum au document G/MA/IDB/1/Rev.1.

8. À la réunion du 22 septembre 1998, le Secrétariat a fait oralement rapport sur la situation concernant le projet pilote visant à établir une base de données des concessions tarifaires consolidées des Membres et à incorporer ces informations dans la BDI.

9. À sa réunion du 18 juin 1998, le Comité a pris note de la nomination de M. Ole Lundby (Norvège) en tant que Président du Comité pour l'année en cours et l'a élu par acclamation. Le 22 septembre 1998, le Président a informé le Comité que les efforts qu'il avait déployés pour trouver un Vice-Président du Comité n'avaient pas donné de résultat et il a suggéré que, exceptionnellement et sans créer de précédent, compte tenu du fait que l'année était déjà bien avancée, le Comité n'élise pas de Vice-Président pour cet exercice. Le Comité en est ainsi convenu.

ANNEXE I

**DEMANDES D'INCLUSION DANS LES DÉROGATIONS POUR LE SH96  
ET DE PROROGATION DE CES DÉROGATIONS**

Pays	Document (série G/SECRET/HS96)	Réserves (nombre de pays)	Raisons de la demande de dérogation ou de prorogation de la dérogation
AFRIQUE DU SUD	/15 (inf. prélimin.)	2	Prorogation nécessaire pour achever l'établissement de la documentation.
ARGENTINE	/30	4	Prorogation nécessaire pour achever les consultations et négociations au titre de l'article XXVIII.
AUSTRALIE	/19 + Corr.1	4	Prorogation nécessaire pour répondre aux questions soulevées et attendre des renseignements additionnels de certaines délégations.
BOLIVIE			Prorogation nécessaire pour terminer l'établissement de la documentation.
BRÉSIL	/36	4	Prorogation nécessaire pour achever les consultations et négociations.
BRUNÉI DARUSSALAM	/14 + Rev.1	2	Prorogation nécessaire pour achever les consultations.
BULGARIE			Prorogation nécessaire pour terminer l'établissement de la documentation et permettre la tenue de consultations.
CANADA	/7	1	Prorogation nécessaire pour achever les consultations.
CORÉE	/4/Rev.1	1	Prorogation nécessaire pour achever les négociations.
COSTA RICA	/37	2	Prorogation nécessaire pour achever les consultations avec deux Membres.
ÉGYPTE	G/MA/TAR/RS/50/Rev.1 <sup>1</sup>		Prorogation nécessaire pour mener des consultations après la présentation récente de la documentation.
EL SALVADOR			Prorogation nécessaire parce que certains problèmes techniques ont été rencontrés dans la présentation de la documentation.
ÉTATS-UNIS	/9	2	Prorogation nécessaire parce qu'il faut plus de temps pour achever les consultations.
GUATEMALA			Dérogation demandée pour achever l'établissement de la documentation.
HONDURAS			Prorogation nécessaire pour terminer l'établissement de la documentation, qui n'a pas été présentée en raison de problèmes techniques.
INDE	/8 + Corr.1	1	Prorogation nécessaire pour achever les consultations.
INDONÉSIE	/33	1	Prorogation nécessaire parce que les négociations ne sont pas terminées.
ISLANDE	/38	2	Prorogation nécessaire pour achever les consultations et les éventuelles négociations au titre de l'article XXVIII.

Pays	Document (série G/SECRET/HS96)	Réserves (nombre de pays)	Raisons de la demande de dérogation ou de prorogation de la dérogation
ISRAËL	/26	4	Prorogation nécessaire en raison de difficultés techniques pour terminer l'établissement de la documentation détaillée.
MALAISIE	/31 + Rev.1	5	Prorogation nécessaire pour achever les consultations.
MALTE	/39 + Rev.1	1	Prorogation demandée parce que la documentation révisée a été présentée récemment.
MAROC			Dérogation demandée parce que le SH96 a été mis en application en février 1998 et que le pays est en train de préparer la documentation nécessaire.
MEXIQUE			Prorogation en raison de difficultés techniques dans la mise au point de la documentation et pour achever les consultations ou négociations requises.
NORVÈGE	/11	2	Prorogation nécessaire pour achever les procédures et consultations.
NOUVELLE-ZÉLANDE	/20 + Corr.1	3	Prorogation nécessaire pour achever les consultations en cours.
PAKISTAN			Prorogation nécessaire parce que les formalités concernant l'introduction des modifications du SH96 dans la liste annexée à l'Accord sur l'OMC n'ont pas été achevées.
PANAMA			Dérogation demandée parce que le SH96 a été mis en application en février 1998 et que le gouvernement n'a pas encore été en mesure de présenter la documentation nécessaire.
PARAGUAY	/29	3	Prorogation nécessaire pour achever les consultations
PHILIPPINES	/16 + Add.1 + Corr.1-2	1	Prorogation nécessaire pour achever les consultations avec un Membre.
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	/6	1	Prorogation nécessaire pour achever les négociations.
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	/5	1	Prorogation nécessaire pour achever les négociations et les consultations avec un Membre.
SLOVÉNIE	/23 + Corr.1	1	Prorogation nécessaire pour achever les consultations et négociations avec un Membre.
SUISSE	/10	3	Prorogation nécessaire pour achever le processus de certification.
THAÏLANDE	/17 + Rev.1	2	Prorogation nécessaire pour poursuivre les consultations.
TUNISIE	/25	2	Prorogation nécessaire en raison de deux réserves et pour achever les négociations.
URUGUAY	/28	1	Prorogation pour achever les consultations et négociations.
VENEZUELA	/12 + Rev.1	1	Prorogation nécessaire pour achever les négociations avec un Membre.

<sup>1</sup> Contient également des rectifications à la liste.

## ANNEXE II

### RENSEIGNEMENTS FACTUELS RELATIFS À LA PROROGATION DE DÉROGATIONS DANS LE CONTEXTE DE LA TRANSPOSITION DES LISTES DANS LE SYSTÈME HARMONISÉ

Pays	Date de la dérogation initiale	Date de la présentation de la documentation concernant le SH	Nombre de prorogations et dates	Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été engagées	Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été achevées	État d'avancement des négociations en cours au titre de l'article XXVIII	Perspectives d'aboutissement de la procédure	Demande de prorogation et projet de décision
1. Bangladesh	18.07.1988	06.12.1990 SECRET/HS/29	Dix-huit: 24.07.1989 05.12.1989 16.07.1990 13.12.1990 12.08.1991 04.12.1991 20.07.1992 03.12.1992 19.07.1993 17.01.1994 21.07.1994 09.12.1994 31.08.1995 13.12.1995 18.07.1996 24.04.1997 22.10.1997 24.04.1998	Quatre	Trois	Un accord avec un Membre n'a pas encore été conclu.	Le gouvernement a l'intention d'achever aussitôt que possible les négociations.	A demandé une prorogation G/L/255 G/C/W/118
2. Nicaragua	26.01.1994	28.06.1995 G/SECRET/HS/3	Six: 09.12.1994 13.12.1995 18.07.1996 24.04.1997 22.10.1997 24.04.1998	Deux	Aucun	Attend encore une demande motivée d'un Membre.		A demandé une prorogation G/L/256 G/C/W/119

Pays	Date de la dérogation initiale	Date de la présentation de la documentation concernant le SH	Nombre de prorogations et dates	Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été engagées	Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été achevées	État d'avancement des négociations en cours au titre de l'article XXVIII	Perspectives d'aboutissement de la procédure	Demande de prorogation et projet de décision
3. Sri Lanka	08.11.1988	12.01.1990 SECRET/HS/26	Dix-sept: 24.07.1989 16.07.1990 07.12.1990 01.07.1991 04.12.1991 20.07.1992 03.12.1992 19.07.1993 17.01.1994 21.07.1994 09.12.1994 31.08.1995 13.12.1995 18.07.1996 16.07.1997 22.10.1997 24.04.1998	Cinq	Un	Les négociations ont pris du retard en raison de divers problèmes: le principal est l'insécurité qui règne dans le pays; nécessité de consulter tous les organismes compétents et la Commission du commerce et du tarif douanier créée récemment. Attend le rapport de la Commission pour poursuivre les négociations.	Le gouvernement a l'intention d'achever les négociations dans les plus brefs délais.	A demandé une prorogation G/L/257 G/C/W/120
4. Zambie	26.11.1993	12.03.1996 G/SECRET/HS/8	Cinq: 13.12.1995 18.07.1996 24.04.1997 22.10.1997 24.04.1998	Trois	Un	Les consultations se poursuivent avec les Membres intéressés.	La procédure devrait aboutir prochainement.	À demandé une prorogation G/L/258 G/C/W/121